



Groupe d'étude – Histoire de la formation des adultes

LA FORMATION LINGUISTIQUE DES ADULTES MIGRANTS (1964-1995)

**Cycle de trois séminaires
5 octobre, 7 décembre 2010 et 1^{er} février 2011**

Coordonné par Amandine Bergère (laboratoire LMS, FRE3324 CNRS)
et Véronique Leclercq (laboratoire CIREL-Trigone, EA4354 Université Lille 1)

Organiser aujourd'hui un cycle de séminaires sur l'histoire de la formation linguistique des adultes migrants est une gageure que nous voulons tenir, dans l'espoir que ce premier événement en inspire d'autres et contribue à faire naître des recherches. En effet, les travaux universitaires sur ce sujet restent rares et, à notre connaissance, se focalisent sur l'histoire et la mémoire récentes. C'est pourquoi nos trois journées font la part belle aux témoignages. Beaucoup de grands fondateurs et de représentants d'institutions symboliques peuvent nous faire partager leur mémoire, et les sources concernant cette période sont identifiées. En revanche tout reste à construire pour les périodes précédentes. Espérons qu'à l'occasion des séminaires du GEHFA, d'autres sources, plus anciennes, soient localisées.

Les dates que nous avons choisies pour délimiter la période sont celles qui jalonnent la vie du « Fonds d'action sociale » (FAS), une institution qui, au-delà de la variation de ses appellations et de ses tutelles, s'est trouvée de manière constante au cœur des politiques publiques pour les adultes étrangers résidant sur le territoire français. Le « Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leurs familles » est fondé en 1958. Après les accords d'Evian, il devient en 1964 le « Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers », avec une compétence sur l'ensemble du territoire et pour toutes les nationalités. C'est cette date que nous avons retenue pour le début de la période examinée.

Le FAS finance un nombre croissant d'actions associatives, dans le domaine de l'accueil, du logement, de l'action éducative et de la formation professionnelle des immigrants. Néanmoins, le rapport qu'il entretient avec les associations s'est transformé au cours des années. Pour le secteur de la formation linguistique, une rupture fondamentale a lieu en 1995, lorsque le FAS passe de la subvention à la commande publique. Pour borner notre période nous avons donc choisi cet événement charnière, qui préfigure les

orientations actuelles en matière de marchés publics et de mise en concurrence des acteurs.

Du côté de la société civile, on pourrait faire remonter les premières actions d'alphabétisation de l'après-guerre à la fondation de l'association Assistance Morale et Aide aux Nord-Africains (1947). Toutefois, la structuration au niveau national d'actions de formation linguistique s'organise à partir de la fin des années 1960 et du début des années 1970. On constate alors la création de réseaux nationaux, tels que le Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion (1966), la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs immigrés (1967) ou encore l'Association pour l'Enseignement et la Formation des Travailleurs Immigrés (1971).

Militants chrétiens ou syndicalistes, instituteurs laïques ou prêtres ouvriers, français ou étrangers, les « moniteurs d'alphabétisation » bénévoles des années 1960-1970 se professionnalisent. Ils deviennent peu à peu des formateurs salariés tandis que leurs champs d'intervention s'élargissent. En effet, l'immigration change de figure ; « la noria » devient immigration d'installation, pendant que la crise fait apparaître des besoins différents de qualification de la main d'œuvre. De fait, le secteur de la formation linguistique des migrants, oscillant entre les formations de droit commun et les dispositifs spécialement conçus pour les résidents étrangers, se construit à la croisée de la formation professionnelle et de la lutte contre l'exclusion sociale et culturelle.

C'est ainsi qu'au cours de ces trente années, la prise en charge de l'enseignement du français oral et écrit à des migrants par le secteur associatif s'est faite sous différentes dénominations : actions socio-éducatives, ateliers de socialisation à composante langagière, ateliers sociolinguistiques, alphabétisation et adaptation à la vie en France, formation générale à dominante linguistique, formation de base, formation des bas niveaux de qualification, français langue étrangère ou pré-professionnalisation, voire lutte contre l'illettrisme.

Les trois séminaires proposés ne pourront couvrir la totalité des questions susceptibles d'être examinées pour la période, mais proposent une première approche à trois niveaux : les actions de formation, les structures associatives et les politiques publiques.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

LES ACTIONS DE FORMATION (5 OCTOBRE)

- Véronique Leclercq (professeur en sciences de l'éducation, université Lille 1)
- Jean-Paul Tauvel (responsable du Centre migrants - devenu le département Ville Ecole Intégration du Centre National de Documentation Pédagogique - de 1981 à 1999, rédacteur en chef de la revue *Migrants Formation*)
- Bernard Gillardin (auteur de matériels pédagogiques de 1986 à 2006 et formateur à l'AFTAM)

LES STRUCTURES ASSOCIATIVES (7 DÉCEMBRE)

- Sophie Etienne (docteur en didactologie des langues et cultures, université de Provence et chargée de mission à la fédération des AEFTI)
- Jean Bellanger (prêtre ouvrier puis fondateur de l'AEFTI en 1971)

LES POLITIQUES PUBLIQUES (1^{ER} FÉVRIER)

- Hervé Adami (maître de conférences en sciences du langage, université Nancy 2)
- Christine Candide (chargée de mission au FAS, au FASILD, à l'ACSE puis à la DAIC)